

VIENT DE PARAÎTRE

Des opérations de maintien de la paix qui manquent de moyens

La 13^e intervention de l'ONU en République centrafricaine sera-t-elle la bonne?

Entre 1997 et 2014, pas moins de 12 opérations de maintien de la paix (OMP) ont été menées par l'ONU et d'autres organisations en République centrafricaine (RCA). Malgré tout, le pays a continué de s'enfoncer dans une situation toujours plus chaotique et catastrophique sur les plans économique et social. Le Tchad, pays voisin comparable à bien des égards et qui n'a bénéficié qu'indirectement de deux OMP déployées en partie sur son territoire, s'en tire par contre mieux.

Qu'est-ce qui fait que la situation a évolué différemment en République centrafricaine et au Tchad? Quel effet ont eu, ou n'ont pas eu, ces opérations internationales dans l'un et l'autre cas? Ce sont les questions auxquelles ont cherché à répondre Jocelyn Coulon, directeur du Réseau de recherche sur les opérations de paix, Damien Larramendy, chargé de projets à cette unité affiliée au Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal, et Marie-Joëlle Zahar, professeure de science politique à l'UdeM.

Les chercheurs ont publié leur analyse de la situation dans le volume *Consolidation de la paix et fragilité étatique : l'ONU en République centrafricaine*, qui vient de paraître aux Presses de l'Université de Montréal.

Si vis pacem, para bellum

Les opérations de maintien de la paix relèvent du Conseil de sécurité de l'ONU et sont engagées pour prévenir un conflit ou pour y mettre fin à la demande des belligérants. Après un cessez-le-feu et avec l'accord des parties, il y a installation d'une OMP. Lorsque celle-ci est terminée, un bureau de consolidation de la paix (BCP) prend parfois le relais, comme en RCA.

Pour que cette nouvelle opération parvienne à remettre le pays sur les rails, il faudra qu'elle s'étende sur 20 ans, estime Jocelyn Coulon.

«À cette seconde étape, les Casques bleus sont remplacés par des civils qui voient à encadrer l'administration gouvernementale afin de renforcer les institutions de l'État, d'assurer la bonne gouvernance, de superviser le désarmement et de



Les Nations unies ont beau multiplier les interventions en République centrafricaine, le chaos demeure roi.

voir au développement du pays, explique Jocelyn Coulon. Une fois ce mandat réalisé, l'ONU se retire et laisse la place aux autres organisations internationales.»

Bien que la République centrafricaine et le Tchad figurent sur la liste des «États fragiles» du Fragile States Index, la situation s'est moins dégradée au Tchad entre autres parce que le pays s'est doté d'une armée forte qui réussit à contrôler le territoire. Cette armée a pu être mise sur pied parce que le Tchad tire des revenus de l'exploitation du pétrole et parce que la volonté politique y était.

La RCA ne dispose pas de tels revenus et la communauté internationale n'a pas voulu soutenir financièrement une autorité politique considérée comme corrom-

pue. «Les autorités de la République centrafricaine n'ont pas voulu renforcer l'armée et se sont contentées d'équiper la garde présidentielle parce qu'elles craignaient qu'une armée trop forte les renverse», ajoute Damien Larramendy.

La corruption, qui permet à un groupe de s'enrichir au détriment des autres, et l'absence d'armée favorisent la rébellion. En RCA, ces conflits devenus endémiques ne sont pas à l'origine de nature religieuse ni interethnique, mais visent bien la prise du pouvoir, avancent les deux chercheurs.

L'absence d'armée amène aussi des opposants de pays voisins à se réfugier en RCA, qui devient alors la cible d'interventions armées de ces voisins qui veulent se défendre.

«Le résultat est que le pays est dans un état catastrophique, déclare Jocelyn Coulon. Il n'y a plus d'infrastructures, pas d'archives, les élites sont en fuite et rien n'est entretenu. Le danger, c'est qu'un État aussi fragile puisse servir de base à des groupes terroristes pour agir ailleurs, comme on le voit avec les djihadistes au Sahel.»

Moyens insuffisants

Une autre raison de l'échec des OMP en République centrafricaine réside dans le système d'intervention de l'ONU lui-même. «Les Bureaux de consolidation de la paix en RCA ont été paralysés par des luttes d'influence et par la corruption, poursuit le directeur. Ils ont été abandonnés politiquement, laissés sans leadership et leurs ressources matérielles et humaines étaient insuffisantes.»

À cela s'ajoute le manque de vision des interventions onusiennes, qui recherchent des solutions nationales et à court terme à des conflits de longue date impliquant parfois de vastes zones géopolitiques.

«Plus la fragilité, notamment sécuritaire, d'un État est grande, moins il semble approprié d'y maintenir un BCP», écrit pour sa part Marie-Joëlle Zahar.

Malgré tout, les trois politologues ne désespèrent pas de voir un jour la situation s'améliorer. Une nouvelle opération de maintien de la paix, la 13^e, est présentement en cours en RCA et il semble que cette fois-ci plus de moyens lui seront consacrés. À terme, pas moins de 12 000 Casques bleus y prendront part et plus de un millier de fonctionnaires verront à restructurer

l'État, récrire la Constitution et réformer l'armée.

«On délaisse les BCP pour revenir à une OMP, ce qui représente un constat d'échec», reconnaît Damien Larramendy.

Pour que cette nouvelle opération parvienne à remettre le pays sur les rails, il faudra qu'elle s'étende sur 20 ans, estime Jocelyn Coulon. «Mais tous les outils du monde ne réussiront pas à maintenir la paix si la volonté des dirigeants est absente. Et le secrétaire général de l'ONU devra tirer les leçons de l'expérience en RCA pour réviser ses programmes», conclut-il.

Daniel Baril

Collaboration spéciale



La République centrafricaine subit les influences et les secousses des pays environnants.



Jocelyn Coulon et Damien Larramendy, avec la collaboration de Marie-Joëlle Zahar, *Consolidation de la paix et fragilité étatique : l'ONU en République centrafricaine*, Presses de l'Université de Montréal, 2015, 220 p.